



Agence internationale de l'énergie atomique

## **CIRCULAIRE D'INFORMATION**

---

# **INF**

INFCIRC/501  
15 février 1996

Distr. GENERALE

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

### **COMMUNICATION DU 25 JANVIER 1996 REÇUE DE LA MISSION PERMANENTE DE LA NOUVELLE-ZELANDE AUPRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE**

1. Le 26 janvier 1996, le Directeur général a reçu du représentant permanent de la Nouvelle-Zélande une communication en date du 25 janvier 1996 transmettant une déclaration faite par le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande au sujet du cinquième essai nucléaire français dans le Pacifique Sud.
2. Comme l'a demandé le représentant permanent de la Nouvelle-Zélande, le texte de la déclaration est distribué pour l'information des Etats Membres de l'Agence.

**TEXTE DE LA DECLARATION FAITE A LA PRESSE PAR LE PREMIER MINISTRE  
DE LA NOUVELLE-ZELANDE AU SUJET DU CINQUIEME ESSAI NUCLEAIRE  
FRANÇAIS DANS LE PACIFIQUE SUD**

"La France est à elle-même son pire ennemi", a déclaré aujourd'hui le Premier Ministre à la suite de l'annonce du cinquième essai nucléaire français dans le Pacifique Sud.

"La France a défié l'opinion mondiale en poursuivant les essais. Sa réputation dans le Pacifique est au plus bas", a dit le Premier Ministre. "Quand les essais seront terminés, la France devra reconstruire sa crédibilité dans la région. Elle a un long chemin à faire."

Le Premier Ministre a confirmé que l'ambassadeur de France à Wellington serait convoqué à nouveau et qu'une vive protestation lui serait remise. "Nous rappellerons à la France que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans une résolution formelle, vient de déplorer la poursuite des essais et a demandé leur arrêt immédiat. Les actions de la France sont inacceptables. Ce dernier essai est un défi à l'opinion publique mondiale qui estime, avec toujours plus de conviction, que les armes nucléaires doivent être éliminées."

"J'espère que ce cinquième essai sera le dernier", a dit le Premier Ministre. "Si la France souhaite reconstruire sa crédibilité dans cette partie du monde, elle doit commencer par annoncer la fin de son regrettable programme d'essais. Comme tous les Néo-Zélandais, j'invite maintenant le président Chirac à prendre cette décision, sans autre délai."